

Christian SAUTTER

JAPON NIPPON ET EUROPE BONBON

19 janvier 2013

Quand l'Europe dort mal dans son lit à baldaquins sous son édredon douillet, elle fait un cauchemar japonais, où la menacent une incapacité politique à décider, un avenir sans croissance, une épée de Damoclès nucléaire, et l'ombre immense de la Chine en expansion.

Ce Japon repoussoir, cette caricature d'un pays développé qui aurait passé le zénith de sa puissance économique et qui, vieillissant, devrait laisser la place à des nations émergentes en Asie, en Amérique latine et bientôt en Afrique, existe-t-il vraiment ? La réponse est plus que nuancée et, pour être clair, négative.

Quiconque revient du Japon, même pour une courte visite touristique, est impressionné par la qualité des services publics : la comparaison entre l'aéroport de Tokyo ou celui d'Osaka avec notre cher Roissy serait cruelle, tant la police, les bagages, les liaisons urbaines y sont performants ; le métro et le TGV local sont d'une fréquence, d'une ponctualité, d'une propreté exemplaires. La foule de la capitale est dense mais fluide et dénuée d'agressivité. Le chômage reste faible. Les SDF vivent dans des villages de tentes bleues le long du fleuve ou dans les parcs en faisant un travail de chiffonnier et en respectant sagement la queue pour les distributions de vivres par des associations chrétiennes. Le visiteur n'a donc pas un sentiment pesant de crise, ce qui ne veut pas dire que tout soit pour le mieux dans le meilleur des mondes nippons.

Le Japon de la haute croissance (les quarante glorieuses de 1950 à 1990) était dirigé par le « triangle de fer » de la bureaucratie, du patronat et du parti conservateur. Les citoyens s'effaçaient derrière les consommateurs. Autrement dit, la progression rapide et régulière du pouvoir d'achat, qui a permis au Japon de parcourir une trajectoire fulgurante de pays ruiné puis émergent puis hyper développé, asphyxiait les tentations de contestation d'un système économique et social qui donnait de bons résultats. La gauche s'est battue avec succès pour perpétuer le pacifisme nippon, inscrit après la défaite dans l'article 9 de la nouvelle Constitution. Les puissants syndicats ont été peu à peu laminés par la crise pétrolière de 1973 et par la privatisation des principaux services publics (y compris le métro et les chemins de fer).

Les « mouvements d'habitants » d'inspiration écologique ont connu une heure de gloire éphémère durant les années 1970, après que de grands drames de pollution industrielle ont attiré l'attention sur la face cachée du capitalisme japonais. Leur résurgence après la catastrophe nucléaire de Fukushima semble bien difficile.

Le charme de la croissance rapide du pouvoir d'achat s'est rompu au début des années 1990 quand ont explosé une bulle immobilière et une bulle de crédit, préfigurant la crise des subprimes américains de 2008. La croissance, qui était de 9,4% par an entre 1957 et 1973 et avait déjà fléchi à 4,2% l'an de 1974 à 1990, a quasiment disparu ensuite : 1,2% l'an de 1991 à 2008 (deux « décennies perdues » disent les spécialistes) et rien du tout entre 2008 et 2012.

Le « triangle de fer » a été contesté par les électeurs qui ont donné leur chance à la gauche socialiste en 1994 puis à un nouveau « Parti démocrate » à l'américaine en 2009. Ces expériences d'alternance n'ont pas été convaincantes et les récentes élections ont ramené le « triangle de fer » au pouvoir, avec à sa tête, Shinzo ABE.

Shinzo ABE a séduit le gourou Paul Krugman bien que, dit le prix Nobel d'économie, il ne soit pas « un good guy » (IHT 15-01-13). C'est en effet l'héritier d'une famille très, très conservatrice. Son grand-père, Nobusuke KISHI, était Ministre de l'industrie et de l'armement durant la deuxième guerre mondiale et a été inculpé comme criminel de guerre mais non jugé ; il a été ensuite Premier ministre à la fin des années 1950. Le père de Shinzo ABE a été plusieurs fois ministre.

Il est donc l'héritier d'une dynastie proclamant la croissance à tout prix et un nationalisme parfois agressif à l'égard de la Chine et de la Corée. Il a d'ailleurs lancé ce slogan durant la campagne électorale : « un pays fort et un pays prospère » qui rappelle celui de la Restauration Meiji en 1868 : « une nation riche, une armée forte ». Pour la première fois depuis treize ans, le budget militaire ira à la hausse.

Pourquoi Krugman, vibrant Démocrate américain et keynésien intégriste, applaudit-il le nouveau PM japonais ? Parce que celui-ci veut briser deux tabous. D'abord en finir avec l'indépendance de la Banque centrale et faire tourner à fond la planche à billets pour remettre du carburant dans la machine à consommer et à investir. Un risque d'inflation ? Oui, et tant mieux dit Krugman. C'est la méthode historique pour effacer les dettes ; tant pis pour les épargnants. Et, en plus, le yen qui était très haut est tombé de son piédestal du fait de ces intentions peu orthodoxes, à la grande joie des exportateurs nippons.

Deuxième tabou : la dette publique. Elle est déjà pharamineuse au Japon, plus de 200% du PIB, mais n'est pas une dette à la grecque puisque ce ne sont pas les étrangers qui la détiennent mais les braves épargnants japonais. ABE va donc rajouter une bonne louche de déficit public pour faire de magnifiques équipements inutiles dans les circonscriptions rurales, ce qui ne peut qu'enchanter les grandes entreprises du bâtiment et des travaux publics qui sont les financiers les plus fidèles du Parti conservateur.

Ombre au tableau : l'International Herald Tribune nous apprend que la décontamination des sites irradiés de Fukushima a été confiée aux géants du bâtiment, qui ont construit la centrale et qui s'y prennent comme des cochons (IHT 9-01-13). Ils lavent tout à grande eau qui file dans les rivières et la mer et grattent la terre pour la stocker le long des routes en attendant un hypothétique enlèvement

(29 millions de mètres cubes en déshérence). L'administration a rejeté le concours d'entreprises japonaises ou américaines innovantes en décontamination.

Le « redressement productif » du Japon est en route et l'industrie japonaise part d'une position élevée dont témoigne l'effort de Recherche Développement qui est, au Japon, le fait des entreprises privées plutôt que des laboratoires publics. Un seul pays fait mieux que le Japon et la Corée, cousins rivaux à 3,7% du PIB : c'est Israël, à 4,2% (statistiques OCDE de 2011 ou 2012). Seules en Europe, la Suède et la Finlande sont au-dessus de 3% (3,3 et 3,1%). Même les Etats-Unis ne sont pas terribles malgré l'ampleur de leurs programmes militaires (2,7%). L'Allemagne elle-même traîne un peu la patte (2,3%). Et notre France ? Seulement 1,9%, malgré un « crédit d'impôt recherche » particulièrement avantageux.

Après la forte secousse de Fukushima qui a brisé les chaînes de production et réduit la fourniture d'électricité, l'industrie manufacturière a rebondi. Toyota est redevenue en 2012 le premier producteur mondial d'automobiles. Avec la baisse attendue du yen, les composants japonais (qui, dirait Pascal Lamy, pèsent bien plus lourd dans la valeur de l'I-phone que la main-d'œuvre chinoise), les biens d'équipements pointus, les robots pour aider les personnes âgées à rester à leur domicile vont se vendre de mieux en mieux sur le marché mondial. Les firmes coréennes ne seront pas en reste. Et l'industrie chinoise monte rapidement en gamme.

La stratégie japonaise existe : elle est intensive en technologie dans le secteur internationalisé (l'industrie) et intensive en main-d'œuvre dans le secteur localisé (bâtiment et services). Ce serait donc plutôt un modèle qu'un monstre !

Industriels de tous les pays d'Europe, unissez-vous ! La bagarre Europe-Asie-Amérique va se durcir. Si les Etats-Unis, le Japon et la Chine pèsent sur leurs monnaies, l'Euro va bondir à la hausse et même les firmes allemandes en souffriront. Le paradoxe est qu'un Euro en convalescence va monter, et affaiblir l'industrie européenne. Plutôt que discuter de queues de cerise sur le budget agricole européen, nos chefs d'Etat et de gouvernement devraient se soucier de la parité de l'Euro vis-à-vis des autres monnaies mondiales et en discuter d'urgence au G8. Ils devraient aussi mettre le paquet sur la Recherche-Développement européenne qui est, sauf exception nordique, distancée par l'Amérique et l'Asie. Il y avait autrefois un programme « Esprit » de recherche coopérative suggéré par la France. Malgré de beaux programmes dans le spatial européen, la question de la recherche industrielle se pose : « Super-Esprit européen, es-tu là ? »

Le Japon se construit un destin nippon. Que l'Europe sorte du rose bonbon libéral et prenne son avenir industriel en mains !

Christian Sautter